



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/883
17 décembre 1987

ORIGINAL : FRANCAIS

Quarante-deuxième session
Point 118 de l'ordre du jour

COORDINATION ADMINISTRATIVE ET BUDGETAIRE ENTRE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES ET LES INSTITUTIONS SPECIALISEES AINSI QUE
L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Félix ABOLY-BI-KOUASSI (Côte d'Ivoire)

I. INTRODUCTION

1. A sa 3e séance plénière, le 18 septembre 1987, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Bureau, a décidé d'inscrire à son ordre du jour et de renvoyer à la Cinquième Commission la question intitulée :

"Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique :

a) Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

b) Coordination administrative et budgétaire efficace dans le cadre du système des Nations Unies : rapport du Secrétaire général;

c) Possibilité de créer un tribunal administratif unique : rapport du Secrétaire général."

2. La Cinquième Commission était saisie des documents suivants :

a) Rapports du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/41/671 et A/42/683);

b) Note du Secrétaire général transmettant une déclaration du Comité administratif de coordination (A/C.5/41/23);

c) Rapport du Secrétaire général sur la possibilité de créer un tribunal administratif unique (A/42/328).

3. La Commission a examiné cette question à ses 23e, 29e, 35e, 63e et 64e séances, les 6, 12 et 18 novembre et le 16 décembre 1987. Les remarques et observations formulées au cours de l'examen de cette question sont consignées dans les comptes rendus analytiques pertinents (A/C.5/42/SR.23, 29, 35, 63 et 64).

II. EXAMEN DES PROPOSITIONS

4. A la 63e séance, le 16 décembre, le Président a présenté un projet de résolution (A/C.5/42/L.17) intitulé "Possibilité de créer un tribunal administratif unique".

5. A la 64e séance, le 16 décembre, le représentant de la Norvège a présenté oralement les amendements ci-après au projet de résolution A/C.5/42/L.17 : à l'alinéa a) du paragraphe 1, supprimer le mot "intéressés", remplacer les mots "sur la" par le mot "intitulé" et mettre entre guillemets, avec une majuscule au mot "possibilité", l'expression "possibilité de créer un tribunal administratif unique", de façon à aligner le titre du rapport du Secrétaire général sur son libellé figurant au premier alinéa du préambule.

6. A la même séance, la Commission a adopté, sans le mettre aux voix, le projet de résolution A/C.5/42/L.17 tel qu'il avait été amendé oralement (voir par. 9).

7. A la même séance, le Président a proposé que la Commission recommande à l'Assemblée générale de a) prendre acte avec satisfaction des rapports du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur la coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique (A/41/671 et A/42/683); b) prier le Secrétaire général de transmettre ces rapports aux chefs de secrétariat des organismes du système des Nations Unies, par l'intermédiaire du Comité administratif de coordination; et c) communiquer, pour information, les rapports du Comité consultatif au Comité des Commissaires aux comptes, au Groupe de vérificateurs extérieurs des comptes, au Comité du programme et de la coordination, à la Commission de la fonction publique internationale et au Corps commun d'inspection.

8. La Commission a ensuite adopté, sans opposition, le projet de décision proposé par le Président (voir par. 10).

III. RECOMMANDATIONS DE LA CINQUIEME COMMISSION

9. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

Possibilité de créer un tribunal administratif unique

L'Assemblée générale,

Prenant note du rapport du Secrétaire général intitulé "Possibilité de créer un tribunal administratif unique" 1/,

Notant également que l'Organisation internationale du Travail examine actuellement des propositions correspondant à celles qui figurent dans le rapport du Secrétaire général,

1. Prie le Secrétaire général :

a) D'organiser à New York, au cours du premier semestre de 1988, des consultations entre Etats Membres aux fins d'examiner les propositions figurant dans le rapport du Secrétaire général intitulé "Possibilité de créer un tribunal administratif unique", en tenant compte des aspects techniques, juridiques et administratifs de la question;

b) D'inviter le Directeur général du Bureau international du Travail à se faire représenter à ces consultations;

c) De lui faire part, lors de sa quarante-troisième session, de l'issue de ces consultations et de lui présenter des propositions qui lui permettent d'achever l'examen de la question lors de cette session;

2. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-troisième session, au titre de la question intitulée "Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique", une question subsidiaire intitulée "Harmonisation des statuts, règlements et pratiques des tribunaux administratifs de l'Organisation internationale du Travail et des Nations Unies".

10. La Cinquième Commission recommande également à l'Assemblée générale d'adopter le projet de décision suivant :

L'Assemblée générale

a) Prend acte avec satisfaction des rapports du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur la coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique 2/;

1/ A/42/328.

2/ A/41/671 et A/42/683

b) Prie le Secrétaire général de transmettre ces rapports aux chefs de secrétariat des organismes du système des Nations Unies, par l'intermédiaire du Comité administratif de coordination;

c) Communique, pour information, les rapports du Comité consultatif au Comité des commissaires aux comptes, au Groupe de vérificateurs extérieurs des comptes, au Comité du programme et de la coordination, à la Commission de la fonction publique internationale et au Corps commun d'inspection.
